

# Transferts sociaux et éducation

Alain Mingat, Jean Perrot

▶ **To cite this version:**

Alain Mingat, Jean Perrot. Transferts sociaux et éducation. IREDU, 12, 35 p., 1974, Les Cahiers de l'IREDU. halshs-02009304

**HAL Id: halshs-02009304**
**https://shs.hal.science/halshs-02009304**

Submitted on 6 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**institut de recherche sur l'économie de l'éducation**

centre national de la recherche scientifique

# TRANSFERTS SOCIAUX ET EDUCATION

## - FRANCE 1973

*Alain MINGAT*

*Jean PERROT*

CAHIER N° 12

université de dijon - faculté de science économique et de gestion

adresse postale: centre universitaire - bâtiment sciences mirande
21000 dijon - tél. (80) 30 94 70

# TRANSFERTS SOCIAUX ET EDUCATION

## - FRANCE 1973 -

*Alain MINGAT*
*Jean PERROT*

CAHIER N° 12

# SOMMAIRE


Introduction..... 1

Cadre d'analyse ..... 2

I. LES BOURSES D'ENSEIGNEMENT.....3

*I.1. Les bourses de l'enseignement secondaire*.....4

*I.2. Les bourses de l'enseignement supérieur* .....8

II. LES AIDES INDIRECTES PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA FISCALITE..11

III LES AIDES PAR LE SYSTEME D'ALLOCATIONS FAMILIALES .....14

IV. L'AIDE TOTALE AGREGATION DES TRANSFERTS .....21

NOTES .....31

La théorie classique en économie de l'éducation repose sur le postulat suivant lequel les individus établissent leurs choix éducatifs (ou ceux de leurs enfants) en mettant en regard les coûts entraînés par la scolarisation avec les bénéfices qu'ils espèrent en retirer. L'éducation est alors considérée comme un investissement, avec comme corrolaire qu'il est d'usage d'en calculer le rendement. Nous avons abordé ailleurs [1] le problème du choix de l'indicateur de rentabilité de cet investissement et notre attention se concentrera ici sur celui de l'observation et de la mesure des coûts [2]. Plus précisément, nous nous attacherons aux transferts financiers entre la collectivité et les agents individuels, transferts dont certains sont directement liés à l'acte éducatif.

Il á été établi [3] que le coût direct d'éducation enregistrait des variations relativement importantes suivant la filière suivie, pour un même niveau de scolarisation, et suivant la catégorie sociale d'origine. Ces différenciations portent sur le coût strict d'éducation et plus encore sur les dépenses liées aux activités de développement culturel. Outre ces coûts directs supportés par les familles, dont les montants en valeur absolue restent relativement faibles, surtout si on les compare au manque à gagner, il y a lieu de se pencher plus précisément sur l'influence des transferts sociaux.

Le système français de transferts est très largement fondé sur la prise en considération de deux caractéristiques familiales essentielles : les revenus de la famille ainsi que le nombre d'enfants qu'elle comporte. La méthodologie que nous avons retenue consiste à calculer les différentes aides marginales entraînées par la décision de reporter l'entrée dans la vie active d'un quelconque enfant d'une famille de taille et de revenus donnés. Si la taille de la famille est n et ses revenus R, l'aide marginale totale entrainée par une prolongation de scolarisation est égale à la différence entre l'aide totale pour une famille (n, R) et pour une famille (n-1, R) c'est-à-dire avec les mêmes revenus et un enfant de moins.

$$A_{\mu_{n,R}} = \sum_{i=1} (T_i)_{\text{enfants, R}} - \sum_{i} (T_i)_{\text{n-1 enfants, R}}$$

$A_{\mu_{n,R}}$ : aide marginale pour une famille de taille n et de revenus R,

$T_i$ : transferts de type i.

Les calculs sépareront les différentes aides marginales propres à chacun des transferts afin de comprendre leur place dans le système global d'aide à l'éducation.

- *Cadre d'analyse* -

Dans la société française, les transferts sociaux sont nombreux et multiformes. Ils constituent un système de solidarité dont l'objectif est de réduire les inégalités économiques au sens large entre les différents individus et les différents groupes. L'approche classique consiste en une analyse redistributive dans laquelle on examine la participation individuelle au financement du budget de l'Etat, participation qui est comparée avec la consommation par le même individu des fonctions collectives.

L'objet du texte présent est quelque peu différent dans la mesure où il ne s'attache qu'à l'action des transferts effectués par l'Etat dans le but de modifier le comportement individuel. Plus précisément, nous chercherons qui profite des aides de l'Etat en matière d'éducation et comment ces aides sont susceptibles d'infléchir les décisions des individus.

On considère généralement deux types d'aides : les aides en espèces et les aides en nature (subvention aux oeuvres universitaires par exemple). Les premières varient suivant les caractéristiques familiales de l'étudiant et la filière éducative suivie, les secondes sont par nature, égales pour tous les usagers (mais pas pour tous les scolarisés dans la mesure où les taux d'utilisation de ces services ne sont pas égaux soit parce que le critère d'affectation n'est pas égalitaire, soit pour des raisons de commodité individuelle). L'étude présentée ici se limite aux aides financières, se réservant de poursuivre ultérieurement avec les aides en nature.

. *Les catégories de ménages et les aides à l'éducation*

Un usage propre à notre pays est de considérer les catégories socio-professionnelles (C.S.P.). En fait, nous sommes amenés à abandonner cette classification puisque les critères d'attribution des aides ne prennent pas

directement en compte cette variable. C'est pourquoi nous retiendrons comme critères de segmentation des ménages 1° le revenu global du ménage et 2° le nombre d'enfants à charge [4] auquel il convient d'ajouter le type d'enseignement suivi par l'enfant.

Le transfert qui est lié par excellence à l'acte éducatif est la bourse d'enseignement. Cependant, de façon moins visible, deux autres voies de transferts sont possibles. Elles se limitent à la période post-scolarité obligatoire, mais elles correspondent à des valeurs monétaires suffisamment importantes pour qu'il ne soit pas permis de les ignorer. Il s'agit des allocations familiales qui ne sont maintenues (jusqu'à 20 ans) que dans la mesure où l'enfant n'a pas mis un terme à sa scolarité pour entrer dans la vie active. Il s'agit aussi du *"manque à payer fiscal"* du fait que la famille conserve une demi-part tant que l'enfant est scolarisé (âge limite 25 ans [5]), ce qui a pour conséquence de minorer l'impôt payé par la famille. La différence entre l'impôt payé effectivement et l'impôt qui aurait été payé en l'absence de scolarisation d'un enfant est alors considérée comme une aide individuelle affectée à l'éducation. Le mode d'action de ce transfert est de donner aux familles une aide d'autant plus importante que les revenus sont élevés.

Nous examinerons successivement ces différentes aides avant de présenter une image globale du système. Notons enfin que les calculs ont été effectués pour l'année civile 1973.

## I. *Les bourses d'enseignement*

Les bourses sont directement affectées à un enfant en fonction du niveau et du type de scolarisation, ainsi qu'en fonction des revenus et de la taille de la famille.

Cependant, tant pour le supérieur, que pour le secondaire, le revenu qui sert de base au calcul de la bourse est celui de l'année précédente. De plus, comme l'aide est attribuée au début de l'année scolaire (1er octobre) pour l'ensemble de celle-ci (jusqu'en juin de l'année civile suivante), il s'ensuit que pour les 2ème et 3ème trimestre de l'année scolaire, ce sont les revenus de deux ans auparavant qui sont pris en compte. Comme nous

avons choisi d'effectuer nos calculs sur l'année civile 1973, les revenus de référence sont donc ceux de 1971 pour les deux premiers trimestres civils et ceux de 1972 pour le dernier trimestre civil.

Restait enfin à établir une correspondance entre les revenus de 1973 et ceux (estimés) de 1972 et 1971. La transformation a été opérée par un indice d'évolution des salaires entre ces deux années [6].

Le montant de la bourse étant obtenu pour l'ensemble de l'année scolaire, il suffit alors de sommer les 2/3 du montant de l'année scolaire 72-73 et 1/3 du montant de la bourse de l'année 73-74 pour obtenir une évaluation propre à l'année civile 1973.

### *I.1. Les bourses de l'enseignement secondaire*

L'analyse du dossier de bourse s'effectue à partir de la confrontation des ressources et des charges de la famille. Les charges familiales sont évaluées en nombre de points [14] et à chaque niveau de charge, correspond un plafond de ressources au-dessus duquel aucune bourse n'est affectée. Plus le nombre de points de charge est élevé, plus élevé est le plafond de ressources [15]. Après avoir déterminé la possibilité d'obtenir une bourse, le nombre de parts est obtenu à partir du calcul du quotient familial, rapport des ressources et du nombre de points de charge [16]. La bourse allouée à la famille est égale au produit du nombre de parts et du montant annuel de la part, soit 123,00 F en 1972-73 et 129,00 F en 1973-74.

Le nombre de points de charge d'une famille de taille donnée peut être relativement variable en fonction de caractéristiques spécifiques. En fait, nous n'avons retenu que deux cas qui sont les plus courants :

- *Cas 1 :* Nombre de points minimum (famille dans laquelle un seul des deux conjoints travaille).
- *Cas 2 :* Nombre de points minimum + 1 (famille dans laquelle les deux parents travaillent).

*I.1.1. Les bourses dans le premier cycle*

*- Cas d'une famille de 1 enfant -*

| REVENUS F | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 500 | 250 | 250 | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| Bourse cas 2 F | 500 | 332 | 250 | 0 | 0 | | 0 | 0 |

*- Cas d'une famille de 2 enfants - bourse pour 1 enfant dans le 1 er cycle du secondaire -*

| REVENUS F | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 625 | 332 | 250 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 625 | 375 | 250 | 86 | 0 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 3 enfants - bourse pour 1 enfant dans le 1 er cycle du secondaire -*

| REVENUS F | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 625 | 375 | 250 | 250 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 625 | 418 | 250 | 250 | 0 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 4 enfants - bourse pour 1 enfant dans le 1 er cycle du secondaire -*

| REVENUS F | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 707 | 500 | 250 | 250 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 707 | 500 | 250 | 250 | 250 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 5 enfants - bourse pour 1 enfant dans le 1 er cycle du secondaire -*

| REVENUS F | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 707 | 500 | 375 | 250 | 250 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 750 | 500 | 375 | 250 | 250 | 0 | | 0 |

On remarque la très rapide décroissance de l'aide alors que le revenu augmente et sa liaison relativement modeste avec la dimension de la famille.

*I.1.2. Les bourses dans le second cycle*

*- Cas d'une famille de 1 enfant -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 1250 | 875 | 500 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 1250 | 1000 | 625 | 246 | 0 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 2 enfants - bourse pour 1 enfant dans le 2 ème cycle du secondaire -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 1250 | 1000 | 625 | 246 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 1250 | 1000 | 707 | 375 | 0 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 3 enfants - bourse pour 1 enfant dans le 2 ème cycle du secondaire -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 1250 | 1000 | 750 | 500 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 1250 | 1000 | 793 | 625 | 129 | 0 | | 0 |

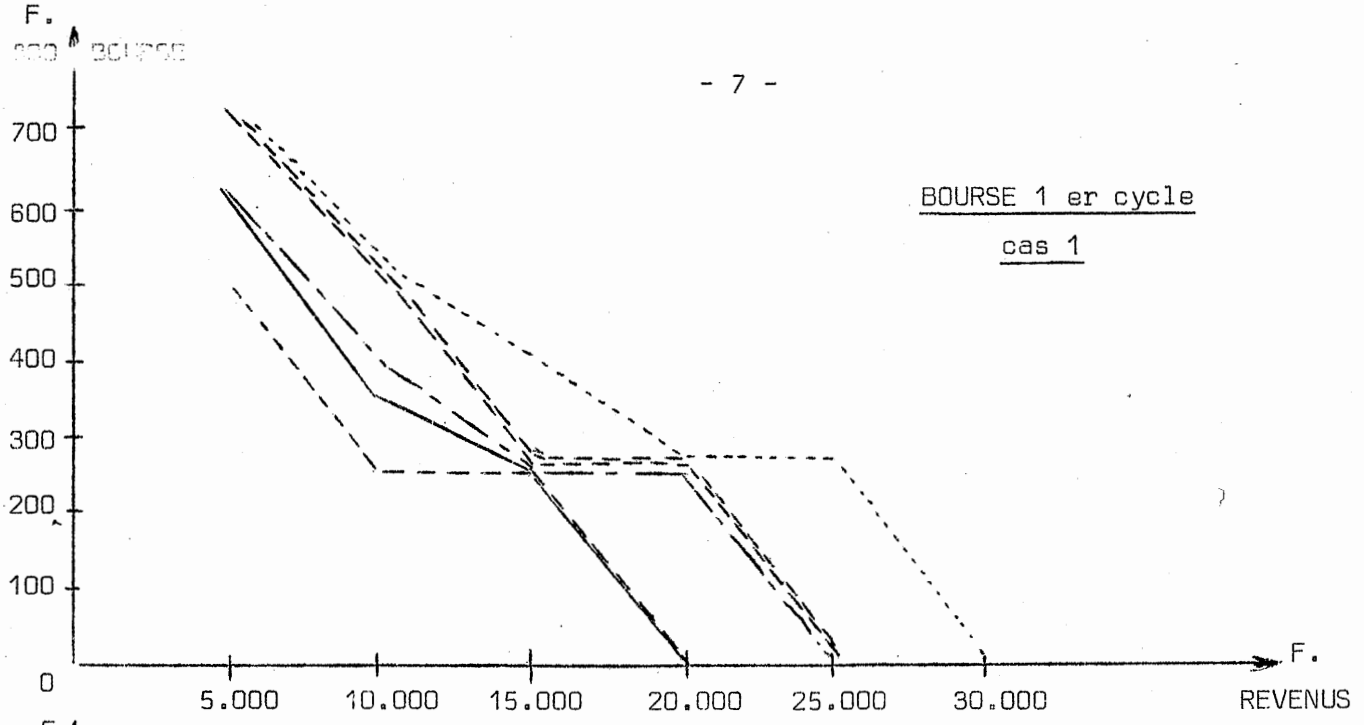
*- Cas d'une famille de 4 enfants - Bourse pour 1 enfant dans le 2 ème cycle du secondaire -*

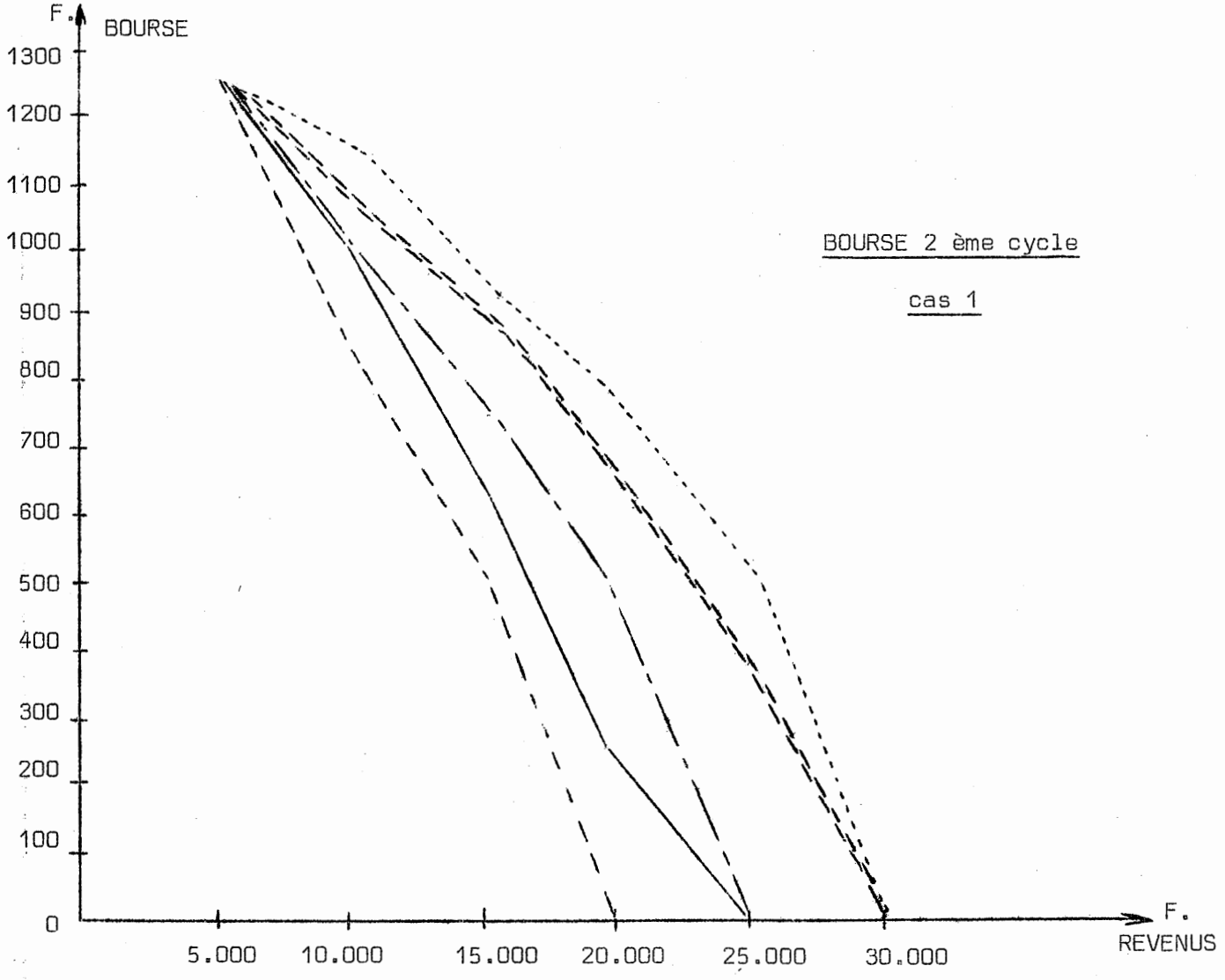
| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 1250 | 1070 | 876 | 625 | 375 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 1250 | 1125 | 876 | 625 | 490 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 5 enfants - Bourse pour 1 enfant dans le 2 ème cycle du secondaire -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 1250 | 1118 | 918 | 750 | 500 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 1250 | 1118 | 947 | 750 | 625 | 375 | | 0 |

Le commentaire est qualitativement le même que pour le 1 er cycle si ce n'est que le montant des bourses est sensiblement plus élevé avec des variations plus continues dans la mesure où l'éventail des parts est plus large (jusqu'à 10 parts).




1 enfant
2 enfants
3 enfants
4 enfants
5 enfants

*I.2. Les bourses de l'enseignement supérieur.*

Le mode de calcul des bourses de l'enseignement supérieur est tout à fait comparable à celui des bourses du second degré. Outre le fait que les valeurs monétaires sont nettement plus importantes que dans le secondaire, il faut noter trois particularités dans le calcul du nombre de points de charge [17].

a) Majoration d'un point pour les familles dont le lieu de résidence est éloigné de plus de 30 km de l'Université.

b) Pour les familles ayant au moins deux enfants dans le supérieur, majoration d'un point par enfant scolarisé à ce niveau y compris le boursier.

c) Pas de points de charge supplémentaire lorsque les deux parents travaillent.

D'autre part, la notion de part de bourse est supprimée pour être remplacée par celle d'échelon qui détermine directement le montant de la bourse. [18], [19].

Comme dans le secondaire, le nombre de points de charge est fonction des caractéristiques spécifiques de la famille. Nous avons ici retenu 4 cas possibles qui représentent les situations les plus fréquentes.

. *Cas 1* : Nombre de points minimum (famille qui réside à moins de 30 km de l'Université, avec 1 seul enfant dans l'enseignement supérieur.

. *Cas 2* : Nombre de points minimum + 1 (famille qui réside à plus de 30 km de l'Université avec 1 seul enfant dans l'enseignement supérieur.

. *Cas 3* : Nombre de points minimum + 2 (famille qui réside à moins de 30 km de l'Université avec 2 enfants dans l'enseignement supérieur.

. *Cas 4* : Nombre de points minimum + 3 (famille qui réside à moins de 30 km de l'Université avec 3 enfants dans l'enseignement supérieur, ou bien famille qui réside à plus de 30 km de l'Université avec 2 enfants dans l'enseignement supérieur).

*- Cas d'une famille de 1 enfant -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 4512 | 4512 | 2838 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 4512 | 4512 | 3398 | 2280 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 2 enfants -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 4512 | 4512 | 3398 | 2280 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 4512 | 4512 | 3398 | 2652 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse Cas 3 F | 4512 | 4512 | 3954 | 2838 | 2094 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 4 F | 4512 | 4512 | 3954 | 3398 | 2280 | 0 | 0 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 3 enfants -*

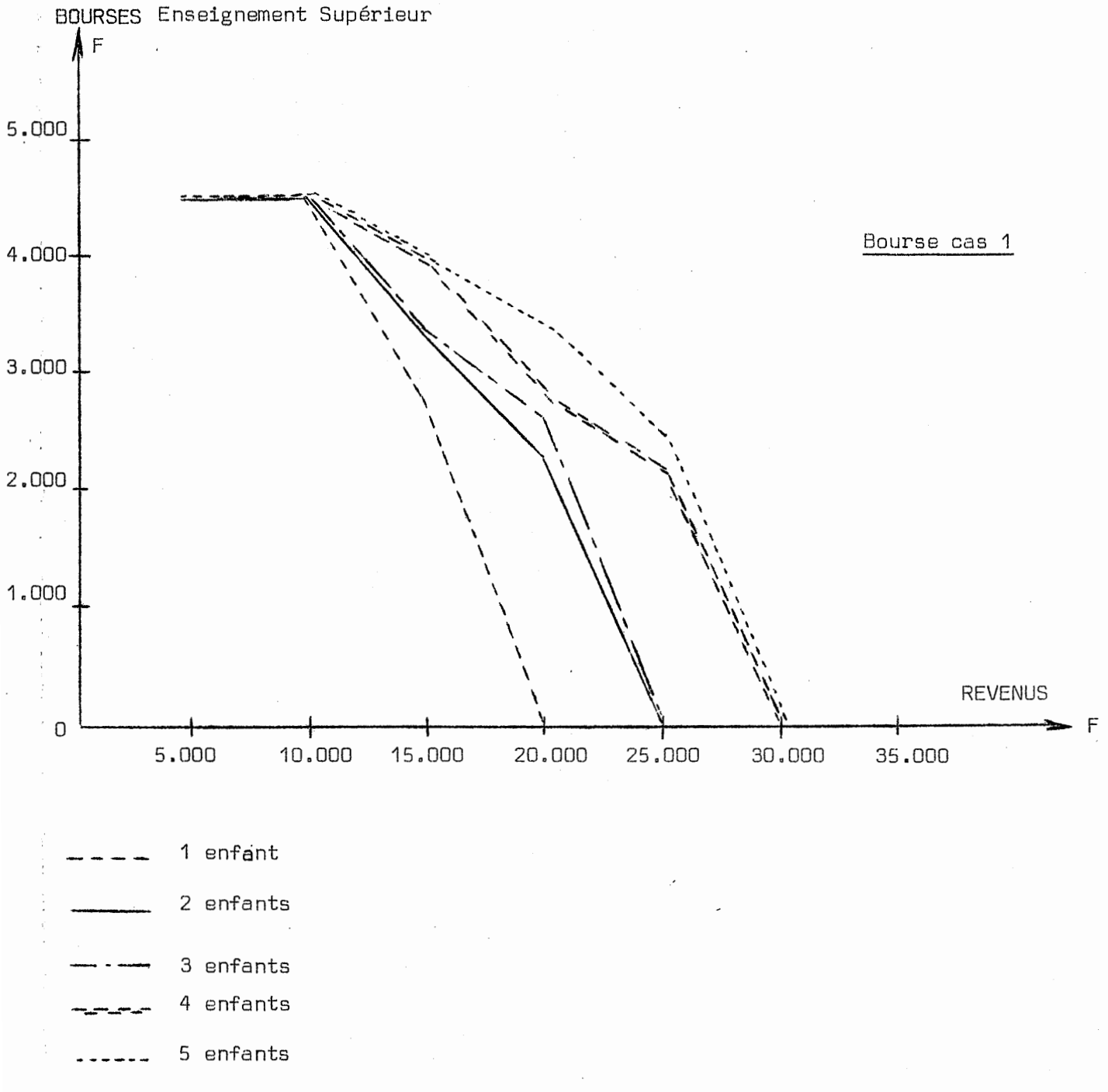
| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 4512 | 4512 | 3398 | 2652 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 4512 | 4512 | 3954 | 2838 | 2094 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 3 F | 4512 | 4512 | 3954 | 3398 | 2280 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 4 F | 4512 | 4512 | 4512 | 3398 | 2838 | 1722 | 0 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 4 enfants -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 4512 | 4512 | 3954 | 2838 | 2094 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 4512 | 4512 | 3954 | 3398 | 2280 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 3 F | 4512 | 4512 | 4512 | 3398 | 2838 | 1722 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 4 F | 4512 | 4512 | 4512 | 3398 | 2838 | 2280 | 0 | 0 | | 0 |

*- Cas d'une famille de 5 enfants -*

| REVENUS F | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourse cas 1 F | 4512 | 4512 | 3954 | 3398 | 2280 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 2 F | 4512 | 4512 | 4512 | 3398 | 2838 | 1722 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 3 F | 4512 | 4512 | 4512 | 3398 | 2838 | 2280 | 0 | 0 | | 0 |
| Bourse cas 4 F | 4512 | 4512 | 4512 | 3954 | 3398 | 2280 | 1110 | 0 | | 0 |



## *II. Les aides indirectes par l'intermédiaire de la fiscalité*

Lorsqu'un enfant est à la charge de sa famille, le chef de famille dans sa déclaration de revenus comptabilise 1/2 part supplémentaire pour le calcul du quotient familial de revenus. Cette comptabilisation a pour effet de minorer l'impôt payé par la famille. Fiscalement, un enfant peut rester à charge jusqu'à 25 ans dans la mesure où il est scolarisé. Avant l'âge de la scolarité obligatoire, cette aide par *"manque à payer"* fiscal doit être considérée comme une aide de type familial au même titre que les allocations familiales. Au-delà de l'âge de la scolarité obligatoire, cette aide doit s'analyser comme liée à l'éducation puisque la scolarisation en est le critère d'attribution.

La méthode consiste à calculer l'impôt payé par une famille de taille n et de revenus R et à simuler quel aurait été cet impôt si, pour le même revenu qa famille avait compté un enfant de moins. La différence entre ces deux impôts constitue l'aide indirecte dont bénéficie la famille pour scolariser un enfant. Il s'agit de l'aide marginale.

$$A_{\mu} (n/n - 1, R) = \text{Impôts } (R, n - 1) - \text{Impôts } (R, n)$$

*- Impôts sur le revenu 1973, en fonction du revenu et du nombre d'enfants à charge -*

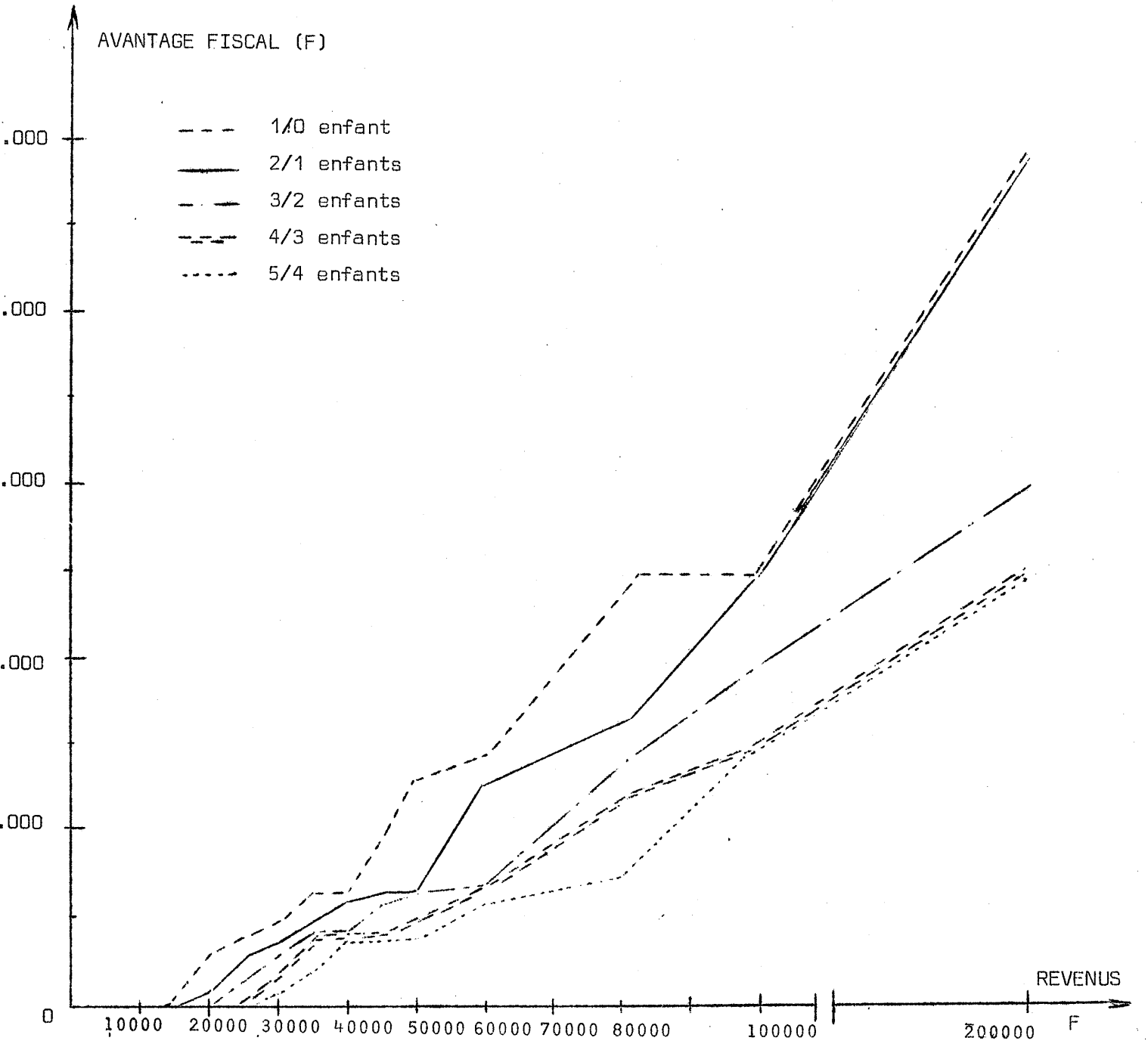
| REVENUS / Nb enfants | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 80.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 0 | 0 | 0 | 65 | 520 | 1060 | 1690 | 2410 | 3130 | 4110 | 5190 | 7350 | 13070 | 18790 | 52725 |
| 1 | 0 | 0 | 0 | 171 | 650 | 1190 | 1752 | 2472 | 3192 | 3912 | 5947 | 10527 | 16287 | 47906 |
| 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 277 | 780 | 1320 | 1860 | 2535 | 3255 | 4695 | 8865 | 13785 | 43087 |
| 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 383 | 910 | 1450 | 1990 | 2597 | 4037 | 7462 | 11782 | 40082 |
| 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 130 | 500 | 1040 | 1580 | 2120 | 3380 | 6260 | 10380 | 37580 |
| 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 236 | 630 | 1170 | 1710 | 2790 | 5602 | 8977 | 35077 |

*- Aide marginale à la famille par la fiscalité - 1973 -*

| REVENUS / Nb enfants | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 80.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1/0 | 0 | 0 | 65 | 349 | 410 | 500 | 658 | 658 | 918 | 1278 | 1403 | 2503 | 2503 | 4819 |
| 2/1 | 0 | 0 | 0 | 171 | 373 | 410 | 432 | 612 | 657 | 657 | 1252 | 1662 | 2502 | 4819 |
| 3/2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 277 | 397 | 410 | 410 | 545 | 658 | 658 | 1403 | 2003 | 3005 |
| 4/3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 253 | 410 | 410 | 410 | 477 | 657 | 1202 | 1402 | 2502 |
| 5/4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 130 | 264 | 410 | 410 | 410 | 590 | 658 | 1403 | 2503 |

Contrairement aux bourses d'enseignement, les familles qui bénéficient particulièrement de cette aide sont de petite taille et ont des revenus élevés.

Le graphique ci-dessous permet de résumer l'information concernant la liaison qu'entretient l'aide par *"manque à payer"* fiscal avec le revenu et la taille de la famille (nombre d'enfants à charge).




. Le dégrèvement fiscal est souvent considéré comme une aide à la famille, en fait, il apparaît que l'aide marginale est d'autant moins importante que la famille est grande.

## *III. Les aides par le système d'allocations familiales*

Les aides dont bénéficient les familles par les allocations familiales ne sont pas négligeables. Pour les grandes familles à revenu modeste, elles constituent une partie importante des ressources de la famille. Leur but est d'aider la famille à élever ses enfants [7]. Cette conception de l'élevage a un sens physique (alimentation, habillement ...), mais ne fait aucun lien avec l'activité de l'enfant jusqu'à l'âge de la scolarité obligatoire [8]. Avant 16 ans, les familles n'exercent pas de choix quant à cette activité. Au-delà les familles doivent arbitrer entre la constitution de capital humain et l'entrée dans la vie active. Bien que les allocations familiales soient dans leur esprit, neutres vis à vis de ce choix, elles ont en fait un impact évident sur la décision éducative des familles, puisqu'elles ne sont maintenues (jusqu'à 20 ans) que dans la mesure où l'enfant est scolarisé.

Les allocations familiales, comme les deux aides précédentes, sont fonction des revenus et de la taille de la famille, cependant, les modalités de calcul sont plus complexes, si bien qu'il n'est pas inutile de les présenter tout d'abord.

### *III.1. Les différentes formes d'allocation*

#### *III.1.1. Les allocations familiales proprement dites*

Les allocations familiales sont fonction de deux facteurs : le nombre d'enfants à charge de la famille et l'âge de ces enfants. Le montant de l'allocation est égal à un pourcentage, variable avec le nombre d'enfants, d'un salaire mensuel fictif appelé salaire de base. (celui-ci était fixé à 490 F au 1er août 1973). A cette somme peuvent s'ajouter certaines majorations qui sont fonction de l'âge de l'enfant ; (ainsi en 1973, majoration de 44,10 F pour un enfant de plus de 10 ans et de 78,40 F pour un enfant de plus de 15 ans).

Les allocations familiales au sens strict sont donc indépendantes du revenu de la famille.

### *III.1.2. Le salaire unique*

Une allocation de *"salaire unique"* est versée aux familles salariées qui ne disposent que d'un seul revenu et dont les ressources annuelles n'excèdent pas un montant plafond déterminé. Ce plafond est d'autant plus élevé que le nombre d'enfants à charge est grand. Il faut bien noter que le montant de l'allocation de salaire unique n'est pas directement fonction du revenu ni de la taille de la famille, mais que ces deux variables entrent seulement dans le critère d'attribution.

### *III.1.3. Majoration de salaire unique*

Cette aide ne concerne qu'un nombre relativement faible de familles. Les conditions d'attribution sont les suivantes :

- Que la famille compte au moins 4 enfants à charge ou bien qu'elle compte au moins un enfant de moins de 3 ans.
- Que les ressources de la famille restent inférieures à un plafond, variable avec la taille de la famille.

Il convient que ces deux conditions soient réalisées simultanément pour que l'aide soit attribuée.

### *III.2. Les résultats*

Les besoins d'allocations sont modifiées à compter du 1 er août, si bien que 7/12 de l'année 73 (de janvier à mi-juillet) doivent être comptés avec le barème applicable au 1.08.72 et que 5/12 de l'année 73 (de août à fin décembre) doivent être comptés avec le barème applicable au 1.08.73.

Le but de ce texte est l'examen des aides agissant sur les décisions éducatives des familles au-delà de l'âge de la scolarité obligatoire. De ce fait, nous avons éliminé, dans les calculs, un certain nombre de cas dont la fréquence est vraisemblablement faible (ex : une famille composée de deux enfants, dont l'un a plus de 16 ans alors que le second a moins de 3 ans). La règle générale est que les allocations soient maintenues jusqu'à 20 ans si l'enfant est scolarisé [9].

Deux séries de tableaux sont présentées. Le premier mesure le montant total des prestations servies à la famille, le second mesure l'aide marginale correspondant au maintien des allocations pour le $n^{ième}$ enfant d'une famille de taille n, maintien qui est conditionné par l'inscription éducative.

Dans le calcul des allocations, l'âge des enfants intervient. Les premiers tableaux reprennent un certain nombre de cas correspondant à plusieurs structures par âge des enfants d'une famille de taille donnée. Ces chiffres ont surtout pour objet d'indiquer les variations des allocations totales touchées par une famille. En effet, la structure par âge n'a pas d'influence directe sur l'aide marginale. Ainsi, soit $M_1$ le nombre d'enfants dont l'âge est compris entre 10 et 15 ans et $M_2$ le nombre d'enfants de plus de 15 ans. Quels que soient $M_1$ et $M_2$, l'aide marginale correspondant à la *"perte potentielle"* d'un enfant (de plus de 15 ans puisqu'on situe au-delà de l'âge de la scolarité obligatoire) est constante pour une famille donnée caractérisée par sa taille, son revenu et l'activité des parents.

*A - Tableau du total des prestations familiales*

*- Cas d'une famille de un enfant -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 salariés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1 salarié | 466 | 466 | 466 | 245 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

*- Cas d'une famille de deux enfants -*

| $REVENUS_F$ | | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $M_1$=0 | 2 sal. | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 |
| $M_2$=1 | 1 sal. | 3200 | 3200 | 3200 | 3200 | 2733 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 |
| $M_1$=0 | 2 sal. | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 |
| $M_2$=0 | 1 sal. | 2295 | 2295 | 2295 | 2295 | 1828 | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 | 1362 |

*- Cas d'une famille de trois enfants -*

| REVENUS $_F$ | | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $M_1$=0 | 2 salariés | 3636 | 3636 | 3636 | 3636 | 3636 | 3636 | 3636 | 3636 | 3636 | 3636 |
| $M_2$=0 | 1 salarié | 4803 | 4803 | 4803 | 4803 | 4803 | 4803 | 4803 | 4803 | 4803 | 4803 |
| $M_1$=0 | 2 salariés | 4541 | 4541 | 4541 | 4541 | 4541 | 4541 | 4541 | 4541 | 4541 | 4541 |
| $M_2$=1 | 1 salarié | 5708 | 5708 | 5708 | 5708 | 5708 | 5708 | 4541 | 4541 | 4541 | 4541 |
| $M_1$=0 | 2 salariés | 5446 | 5446 | 5446 | 5446 | 5446 | 5446 | 5446 | 5446 | 5446 | 5446 |
| $M_2$=2 | 1 salarié | 6613 | 6613 | 6613 | 6613 | 6613 | 6613 | 5446 | 5446 | 5446 | 5446 |
| $M_1$=0 | 2 salariés | 6352 | 6352 | 6352 | 6352 | 6352 | 6352 | 6352 | 6352 | 6352 | 6352 |
| $M_2$=3 | 1 salarié | 7519 | 7519 | 7519 | 7519 | 7519 | 7519 | 6352 | 6352 | 6352 | 6352 |
| $M_1$=1 | 2 salariés | 5050 | 5050 | 5050 | 5050 | 5050 | 5050 | 5050 | 5050 | 5050 | 5050 |
| $M_2$=1 | 1 salarié | 6217 | 6217 | 6217 | 6217 | 6217 | 6217 | 5050 | 5050 | 5050 | 5050 |
| $M_1$=1 | 2 salariés | 5955 | 5955 | 5955 | 5955 | 5955 | 5955 | 5955 | 5955 | 5955 | 5955 |
| $M_2$=2 | 1 salarié | 7122 | 7122 | 7122 | 7122 | 7122 | 7122 | 5955 | 5955 | 5955 | 5955 |
| $M_1$=2 | 2 salariés | 5560 | 5560 | 5560 | 5560 | 5560 | 5560 | 5560 | 5560 | 5560 | 5560 |
| $M_2$=1 | 1 salarié | 6727 | 6727 | 6727 | 6727 | 6727 | 6727 | 5560 | 5560 | 5560 | 5560 |

*- Cas d'une famille de quatre enfants -*

| REVENUS $_F$ | | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $M_1$=0 | 2 salariés | 5910 | 5910 | 5910 | 5910 | 5910 | 5910 | 5910 | 5910 | 5910 | 5910 |
| $M_2$=0 | 1 salarié | 8345 | 8345 | 7077 | 7077 | 7077 | 7077 | 7077 | 5910 | 5910 | 5910 |
| $M_1$=0 | 2 salariés | 6816 | 6816 | 6816 | 6816 | 6816 | 6816 | 6816 | 6816 | 6816 | 6816 |
| $M_2$=1 | 1 salarié | 9251 | 9251 | 7983 | 7983 | 7983 | 7983 | 7983 | 6816 | 6816 | 6816 |
| $M_1$=0 | 2 salariés | 7721 | 7721 | 7721 | 7721 | 7721 | 7721 | 7721 | 7721 | 7721 | 7721 |
| $M_2$=2 | 1 salarié | 10156 | 10156 | 8888 | 8888 | 8888 | 8888 | 8888 | 7721 | 7721 | 7721 |
| $M_1$=0 | 2 salariés | 8625 | 8625 | 8625 | 8625 | 8625 | 8625 | 8625 | 8625 | 8625 | 8625 |
| $M_2$=3 | 1 salarié | 11060 | 11060 | 9792 | 9792 | 9792 | 9792 | 9792 | 8625 | 8625 | 8625 |
| $M_1$=0 | 2 salariés | 9531 | 9531 | 9531 | 9531 | 9531 | 9531 | 9531 | 9531 | 9531 | 9531 |
| $M_2$=4 | 1 salarié | 11966 | 11966 | 10698 | 10698 | 10698 | 10698 | 10698 | 9531 | 9531 | 9531 |
| $M_1$=1 | 2 salariés | 7324 | 7324 | 7324 | 7324 | 7324 | 7324 | 7324 | 7324 | 7324 | 7324 |
| $M_2$=1 | 1 salarié | 9759 | 9759 | 8491 | 8491 | 8491 | 8491 | 8491 | 7324 | 7324 | 7324 |
| $M_1$=1 | 2 salariés | 8230 | 8230 | 8230 | 8230 | 8230 | 8230 | 8230 | 8230 | 8230 | 8230 |
| $M_2$=2 | 1 salarié | 10655 | 10655 | 9397 | 9397 | 9397 | 9397 | 9397 | 8230 | 8230 | 8230 |
| $M_1$=2 | 2 salariés | 8739 | 8739 | 8739 | 8739 | 8739 | 8739 | 8739 | 8739 | 8739 | 8739 |
| $M_2$=2 | 1 salarié | 11174 | 11174 | 9906 | 9906 | 9906 | 9906 | 9906 | 8739 | 8739 | 8739 |

*- Cas d'une famille de 5 enfants -*

| REVENUS $_F$ | | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $M_1$=0 | 2 salaires | 8864 | 8864 | 8864 | 8864 | 8864 | 8864 | 8864 | 8864 | 8864 | 8864 |
| $M_2$=1 | 1 salaires | 11299 | 11299 | 10031 | 10031 | 10031 | 10031 | 10031 | 9447 | 8864 | 8864 |
| $M_1$=0 | 2 salaires | 9769 | 9769 | 9769 | 9769 | 9769 | 9769 | 9769 | 9769 | 9769 | 9769 |
| $M_2$=2 | 1 salaire | 12204 | 12204 | 10936 | 10936 | 10936 | 10936 | 10936 | 10352 | 9769 | 9769 |
| $M_1$=0 | 2 salaires | 12484 | 12484 | 12484 | 12484 | 12484 | 12484 | 12484 | 12484 | 12484 | 12484 |
| $M_2$=5 | 1 salaire | 14919 | 14919 | 13651 | 13651 | 13651 | 13651 | 13651 | 13067 | 12484 | 12484 |
| $M_1$=1 | 2 salaires | 9372 | 9372 | 9372 | 9372 | 9372 | 9372 | 9372 | 9372 | 9372 | 9372 |
| $M_2$=1 | 1 salaire | 11803 | 11803 | 10539 | 10539 | 10539 | 10539 | 10539 | 9955 | 9372 | 9372 |
| $M_1$=1 | 2 salaires | 10278 | 10278 | 10278 | 10278 | 10278 | 10278 | 10278 | 10278 | 10278 | 10278 |
| $M_2$=2 | 1 salaire | 12713 | 12713 | 11445 | 11445 | 11445 | 11445 | 11445 | 10861 | 10278 | 10278 |
| $M_1$=1 | 2 salaires | 11183 | 11183 | 11183 | 11183 | 11183 | 11183 | 11183 | 11183 | 11183 | 11183 |
| $M_2$=3 | 1 salaire | 13618 | 13618 | 12350 | 12350 | 12350 | 12350 | 12350 | 11766 | 11183 | 11183 |
| $M_1$=2 | 2 salaires | 10787 | 10787 | 10787 | 10787 | 10787 | 10787 | 10787 | 10787 | 10787 | 10787 |
| $M_2$=2 | 1 salaire | 13222 | 13222 | 11954 | 11954 | 11954 | 11954 | 11370 | 10787 | 10787 | 10787 |
| $M_1$=2 | 2 salaires | 11692 | 11692 | 11692 | 11692 | 11692 | 11692 | 11692 | 11692 | 11692 | 11692 |
| $M_2$=3 | 1 salaire | 14127 | 14127 | 12859 | 12859 | 12859 | 12859 | 12859 | 12275 | 11692 | 11692 |

*B - Tableaux de la prestation marginale*

Les chiffres représentent la différence entre le total des prestations touchées par une famille (de taille n, de revenu R et d'activité parentale donnée) et les prestations correspondantes pour une famille (de taille (n-1), de revenu R et de même activité parentale).

*- Aide marginale pour une famille de un enfant -*

| REVENUS $_F$ | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 salariés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1 salarié | 466 | 466 | 466 | 245 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

*- Aide marginale pour une famille de deux enfants --*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 salariés | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 |
| 1 salarié | 2734 | 2734 | 2734 | 2955 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 | 2267 |

*- Aide marginale pour une famille de trois enfants -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 salariés | 3179 | 3179 | 3179 | 3179 | 3179 | 3179 | 3179 | 3179 | 3179 | 3179 |
| 1 salarié | 3413 | 3413 | 3413 | 3413 | 3880 | 4346 | 3179 | 3179 | 3179 | 3179 |

*- Aide marginale pour une famille de quatre enfants -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 salariés | 3180 | 3180 | 3180 | 3180 | 3180 | 3180 | 3180 | 3180 | 3180 | 3180 |
| 1 salarié | 4447 | 4447 | 3180 | 3180 | 3180 | 3180 | 4346 | 3180 | 3180 | 3180 |

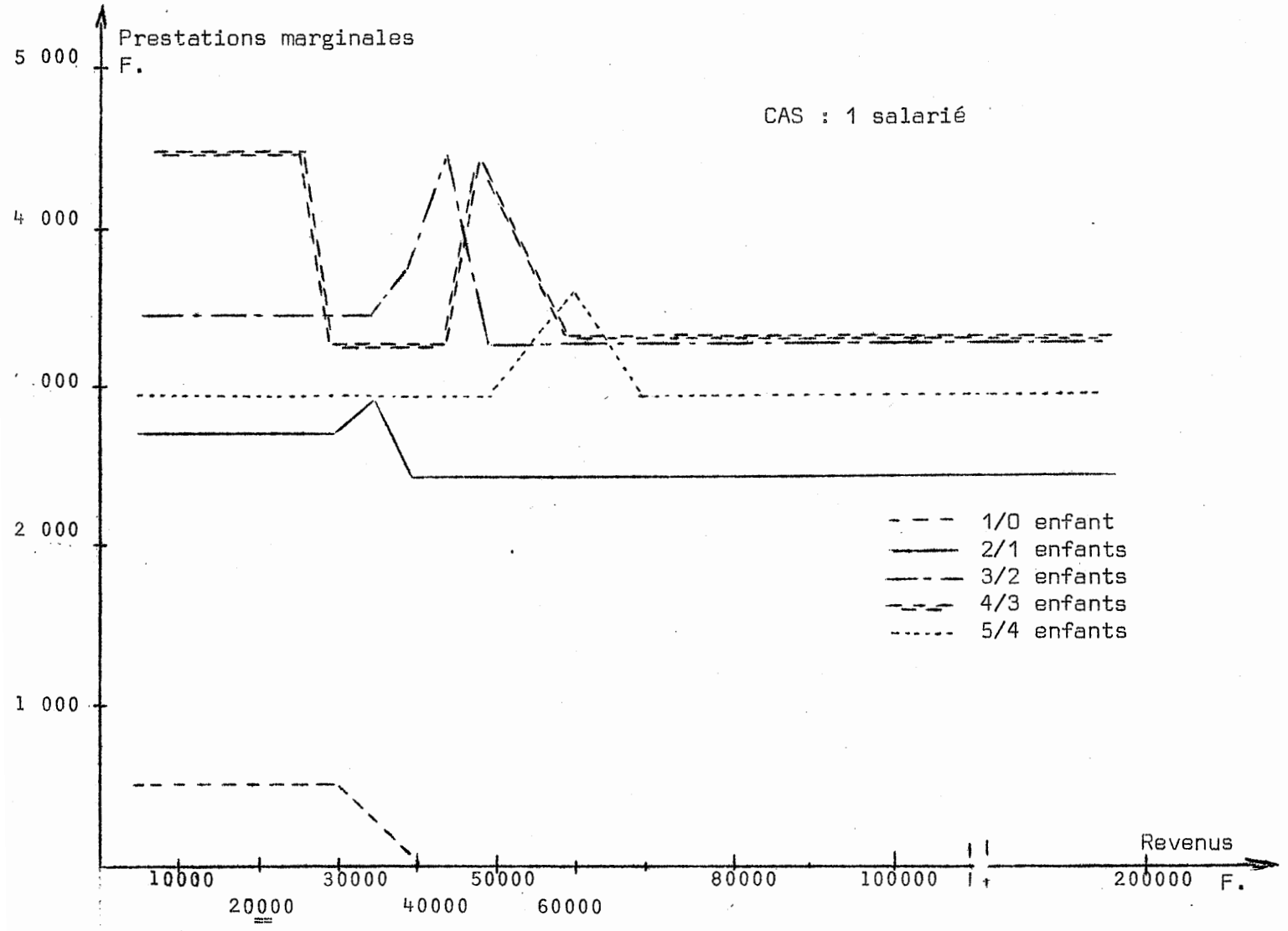
*- Aide marginale pour une famille de cinq enfants -*

| $REVENUS_F$ | 5.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 salariés | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 |
| 1 salarié | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 2953 | 3536 | 2953 | 2953 |

L'aide à l'éducation qui transite par le canal des allocations familiales est relativement importante en termes de valeurs monétaires absolues. Cependant, le montant de l'aide est relativement peu différencié avec les revenus de la famille et également peu différencié avec la taille de la famille (l'aide marginale la plus importante est affectée aux familles de 3 et 4 enfants).

Par rapport à l'impact de ce transfert sur les décisions éducatives, il faut noter que si les familles à bas revenus disposent de valeurs monétaires légèrement supérieures à celles de revenus élevés, toutes choses égales d'ailleurs, elles y attachent vraisemblablement plus d'importance du fait de la décroissance de l'utilité marginale de la monnaie.

L'examen attentif des tableaux de l'aide marginale (et la représentation graphique ci-après) laisse apparaître une forme curieuse. En effet, le graphique de l'aide en fonction du revenu pour une taille de famille donnée et pour 1 salaire ne présente pas une harmonieuse continuité mais un *"pic"* qui se situe pour des revenus d'autant plus élevés que la famille est grande. Cette curiosité provient des critères d'attribution du salaire unique. En effet, le revenu plafond d'attribution s'élève quand la famille est plus grande. Il s'ensuit que pour le *"revenu de pic"* une famille de taille n serait titulaire de cette aide alors que la même famille de taille (n-1) ne pourrait y prétendre.



## *IV. L'aide totale - agrégation des trois transferts.*

Au niveau du premier cycle de l'enseignement secondaire (avant 16 ans), seule la bourse doit être considérée [10]. Les chiffres ont été donnés dans la section I, et point n'est besoin d'y revenir. Au niveau du second cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, la sommation des trois types de transferts pose certains problèmes pratiques du fait de la multiplicité des situations individuelles. Afin de présenter des résultats synthétiques, nous avons pondéré les différents cas par leur fréquence d'apparition pour obtenir un chiffre moyen qui élimine (ou qui agrège) les différences liées à des variables non retenues explicitement dans les résultats, par exemple à la structure de la population étudiante en fonction de la distance de la famille à l'université -dichotomie entre inférieur ou supérieur à 30 km-. La seule variable que nous ayons retenue (outre le revenu et la taille de la famille, l'âge de l'enfant et le cycle d'enseignement) concerne le nombre de salariés du ménage [11].

Les tableaux suivants donnent donc les résultats agrégés des différentes aides marginales à l'éducation. Le premier tableau concerne le 2ème cycle de l'enseignement secondaire, le second tableau donne les aides à l'enseignement supérieur lorsque l'étudiant a moins de vingt ans et le troisième tableau concerne les étudiants de plus de vingt ans.

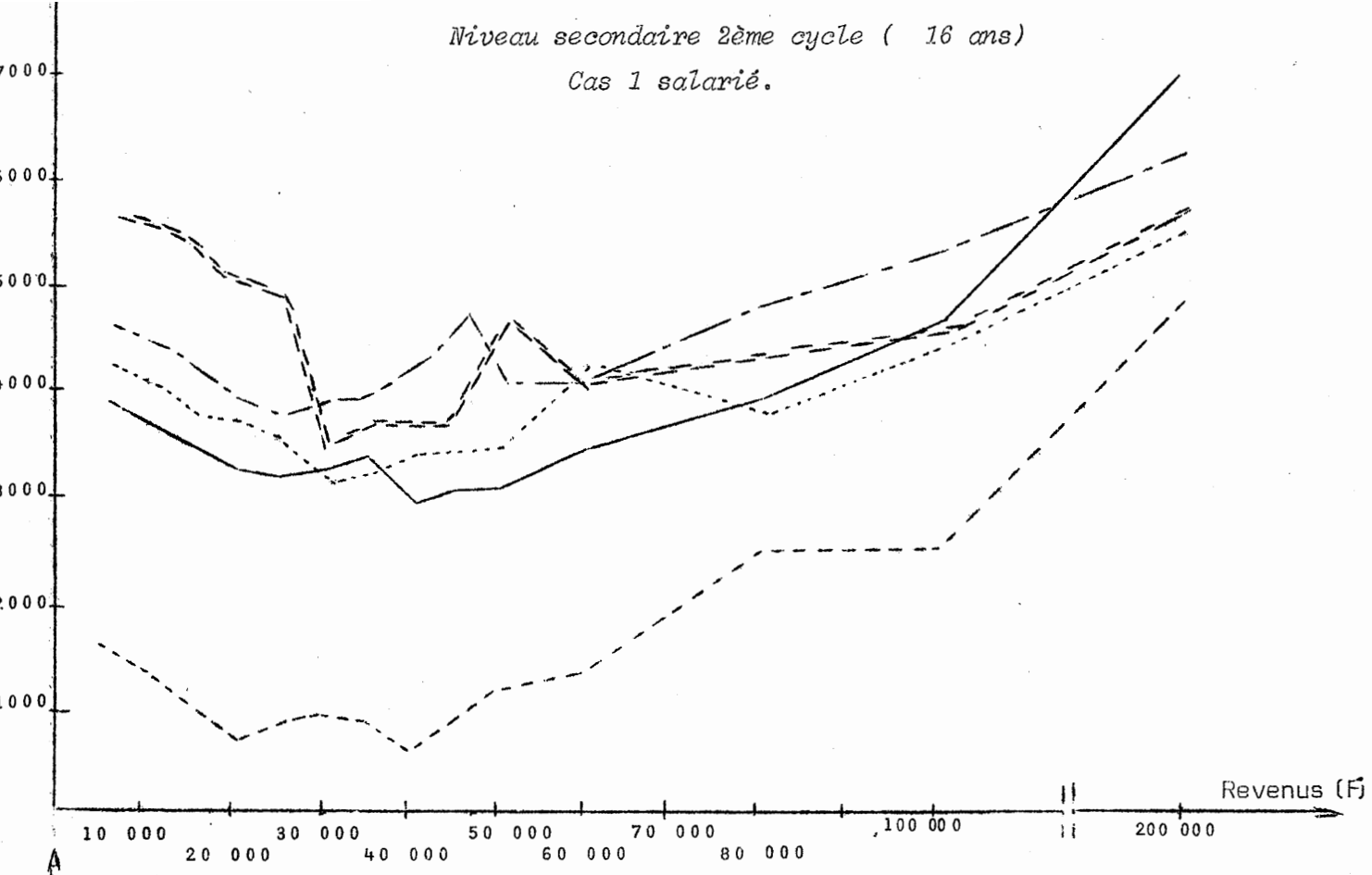
*Aide marginale totale - Niveau secondaire - 2ème cycle (<16 ans)*

(F.)

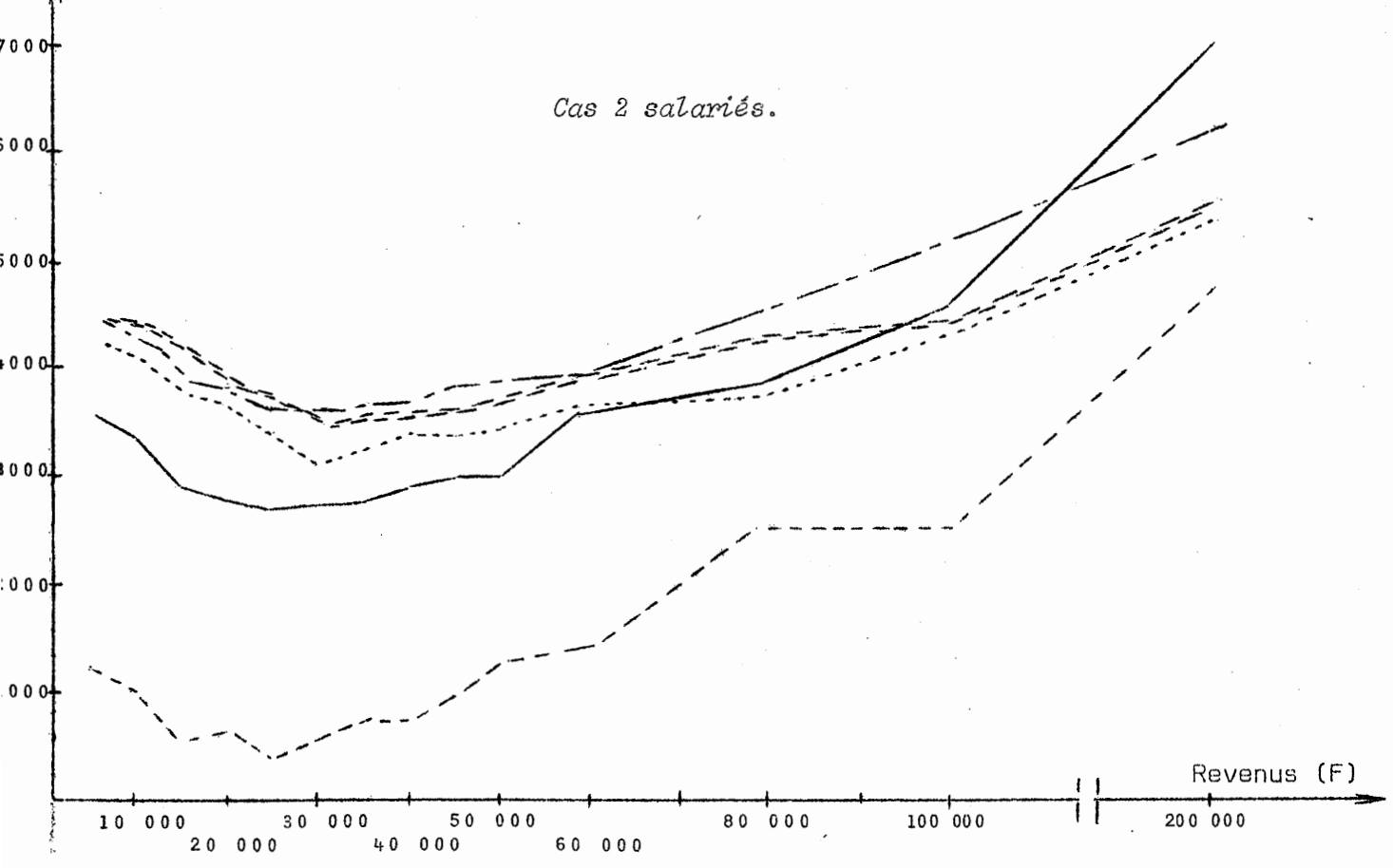
| Taille \ REVENU | | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 80.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 1 sal. | 1.716 | 1.341 | 1.031 | 815 | 876 | 966 | 903 | 658 | 918 | 1.278 | 1.403 | 2.503 | 2.503 | 4.819 |
| | 2 sal. | 1.250 | 1.000 | 565 | 595 | 410 | 500 | 658 | 658 | 918 | 1.278 | 1.403 | 2.503 | 2.503 | 4.819 |
| 2 | 1 sal. | 3.984 | 3.734 | 3.359 | 3.151 | 3.107 | 3.144 | 3.387 | 2.879 | 2.924 | 2.924 | 3.519 | 3.929 | 4.769 | 7.086 |
| | 2 sal. | 3.517 | 3.267 | 2.874 | 2.813 | 2.640 | 2.677 | 2.699 | 2.879 | 2.924 | 2.924 | 3.519 | 3.929 | 4.769 | 7.086 |
| 3 | 1 sal. | 4.663 | 4.413 | 4.163 | 3.913 | 3.690 | 3.810 | 3.823 | 4.290 | 4.891 | 3.837 | 3.837 | 4.582 | 5.182 | 6.184 |
| | 2 sal. | 4.429 | 4.179 | 3.972 | 3.804 | 3.585 | 3.576 | 3.589 | 3.589 | 3.724 | 3.837 | 3.837 | 4.582 | 5.182 | 6.184 |
| 4 | 1 sal. | 5.697 | 5.517 | 5.323 | 5.072 | 4.825 | 3.433 | 3.590 | 3.590 | 3.590 | 4.823 | 3.837 | 4.382 | 4.582 | 5.682 |
| | 2 sal. | 4.430 | 4.305 | 4.056 | 3.805 | 3.670 | 3.433 | 3.590 | 3.590 | 3.590 | 3.657 | 3.837 | 4.382 | 4.582 | 5.682 |
| 5 | 1 sal. | 4.203 | 4.071 | 3.871 | 3.703 | 3.453 | 3.083 | 3.217 | 3.363 | 3.363 | 3.363 | 4.126 | 3.611 | 4.356 | 5.456 |
| | 2 sal. | 4.203 | 4.071 | 3.871 | 3.703 | 3.453 | 3.083 | 3.217 | 3.363 | 3.363 | 3.363 | 3.543 | 3.611 | 4.356 | 5.456 |

*Niveau secondaire 2ème cycle ( 16 ans)*

*Cas 1 salarié.*




*Cas 2 salariés.*




*1/0 enfant*

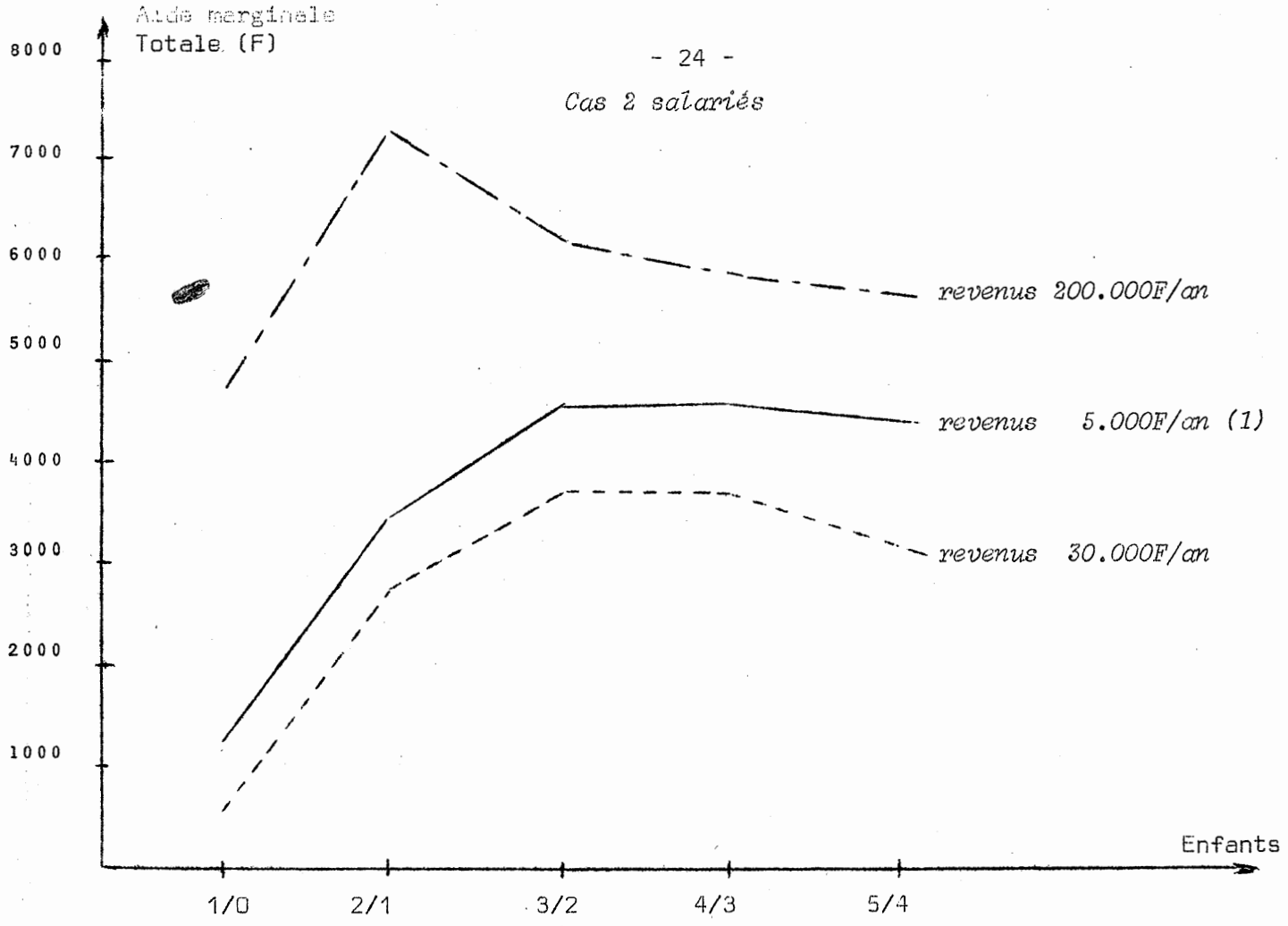
*2/1 enfants*

*3/2 enfants*

*4/3 enfants*

*5/4 enfants*

*Cas 2 salariés*




*AIDE MARGINALE TOTALE EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA FAMILLE POUR TROIS NIVEAUX DE REVENUS*

Les deux premiers graphiques (P.23) correspondent à l'aide marginale totale perçue par une famille en fonction de son revenu, suivant la taille de la famille. Le premier graphique concerne le cas où un seul des parents est salarié, le second celui où les deux parents le sont.

En dépit du caractère quelque peu incohérent du cas "un salarié" (venant du système de prestations familiales qui à sa création, avait son objet propre) la forme générale est celle d'un U, à savoir que globalement, les familles à revenu moyen sont les moins aidées. De plus, il convient de noter la disymétrie de la courbe faisant apparaître des aides largement supérieures pour les familles de revenus élevés par rapport aux familles modestes.

Le système de transferts présente également un aspect familial dans la mesure où les familles de un enfant (en dépit de l'aide fiscale qui les favorise) ne bénéficient que d'une aide modeste de la part de la collectivité.

---

(1) Le cas correspondant à 5.000 F/an pour deux salaires doit être compris comme une hypothèse d'école.

*Aide marginale totale - Niveau Enseignement Supérieur - Age inférieur à 20 ans.*

(F.)

| Taille \ REVENUS | | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 80.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 1sal. | 4.978 | 4.978 | 3.649 | 1.955 | 876 | 966 | 903 | 658 | 918 | 1.278 | 1.403 | 2.503 | 2.503 | 4.819 |
| | 2 sal. | 4.512 | 4.512 | 3.183 | 1.489 | 410 | 500 | 658 | 658 | 918 | 1.278 | 1.403 | 2.503 | 2.503 | 4.819 |
| 2 | 1 sal. | 7.246 | 7.246 | 6.410 | 5.697 | 4.200 | 3.144 | 3.387 | 2.879 | 2.924 | 2.924 | 3.519 | 3.929 | 4.769 | 7.086 |
| | 2 sal. | 6.779 | 6.779 | 5.943 | 5.230 | 3.733 | 2.677 | 2.6 9 | 2.879 | 2.924 | 2.924 | 3.519 | 3.929 | 4.769 | 7.086 |
| 3 | 1 sal. | 7.925 | 7.925 | 7.367 | 6.484 | 5.493 | 4.240 | 3.823 | 4.290 | 4.891 | 3.837 | 3.837 | 4.582 | 5.182 | 6.184 |
| | 2 sal. | 7.691 | 7.691 | 7.133 | 6.250 | 5 259 | 4.006 | 3.589 | 3.589 | 3.724 | 3.837 | 3.837 | 4.582 | 5.182 | 6.184 |
| 4 | 1 sal. | 8.959 | 8.959 | 8.735 | 7.733 | 7.024 | 4.689 | 3.590 | 3.590 | 3.590 | 4.823 | 3.837 | 4.382 | 4.582 | 5.683 |
| | 2 sal. | 7.692 | 7.692 | 7.468 | 6.466 | 5.757 | 4.689 | 3.590 | 3.590 | 3.590 | 3.657 | 3.837 | 4.382 | 4.582 | 5.683 |
| 5 | 1 sal. | 7.465 | 7.465 | 7.353 | 6.573 | 5.903 | 4.795 | 3.661 | 3.363 | 3.363 | 3.363 | 4.126 | 3.611 | 4.356 | 5.456 |
| | 2 sal. | 7.465 | 7.465 | 7.353 | 6.573 | 5.903 | 4.795 | 3.661 | 3.363 | 3.363 | 3.363 | 3.543 | 3.611 | 4.356 | 5.456 |

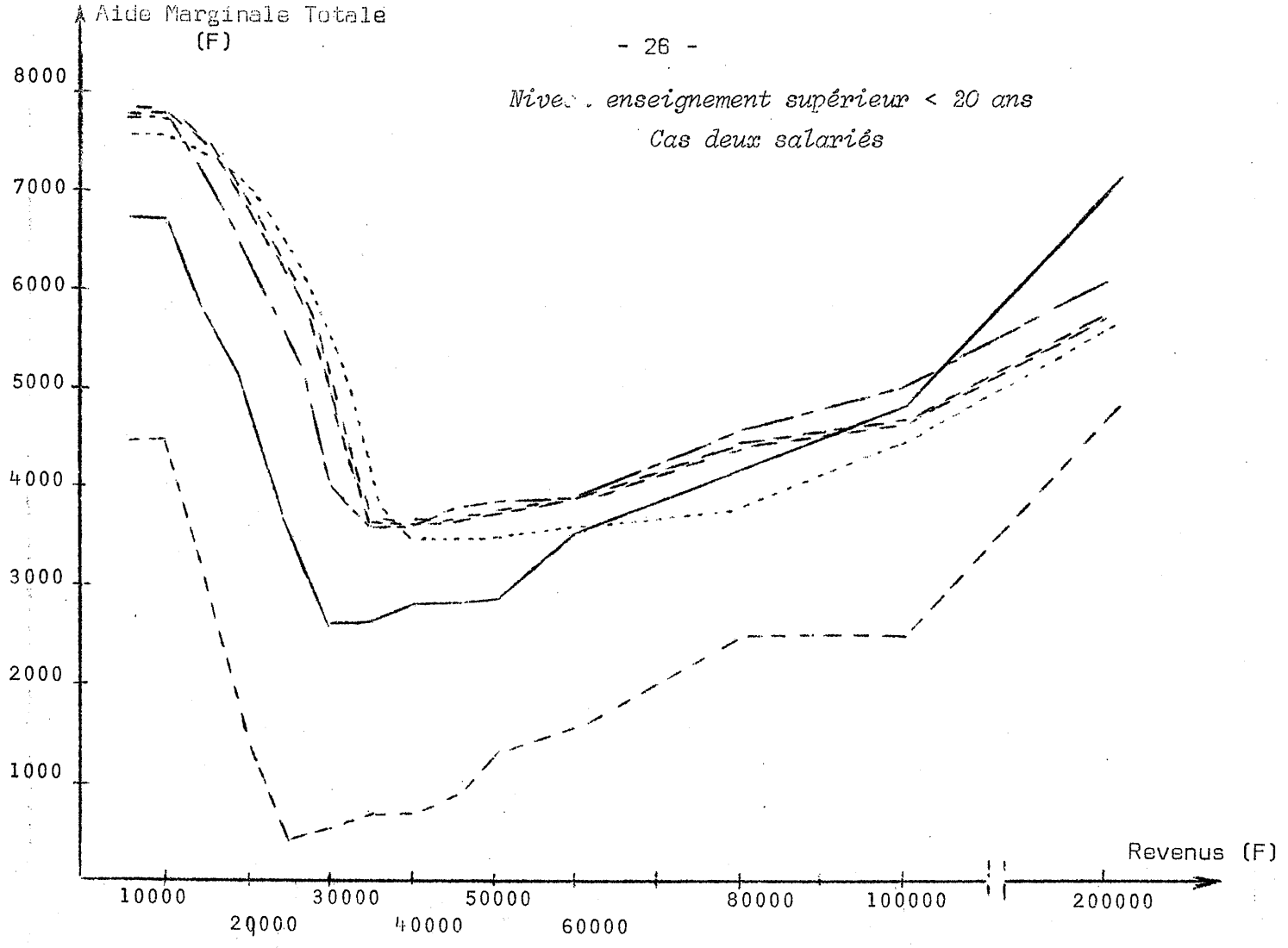
*Aide marginale totale - Niveau Enseignement supérieur - Age supérieur à 20 ans.*

(F.)

| Taille \ REVENUS | 5.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 25.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 | 80.000 | 100.000 | 200.000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 4.512 | 4.512 | 3.183 | 1.489 | 410 | 500 | 658 | 658 | 918 | 1.278 | 1.403 | 2.503 | 2.503 | 4.819 |
| 2 | 4.512 | 4.512 | 3.676 | 2.963 | 1.466 | 410 | 432 | 612 | 657 | 657 | 1.252 | 1.662 | 2.502 | 4.819 |
| 3 | 4.512 | 4.512 | 3.954 | 3.071 | 2.080 | 827 | 410 | 410 | 545 | 658 | 658 | 1.403 | 2.003 | 3.005 |
| 4 | 4.512 | 4.512 | 4.288 | 3.286 | 2.577 | 1.509 | 410 | 410 | 410 | 477 | 657 | 1.202 | 1.402 | 2.502 |
| 5 | 4.512 | 4.512 | 4.400 | 3.620 | 2.950 | 1.842 | 708 | 410 | 410 | 410 | 590 | 658 | 1.403 | 2.503 |

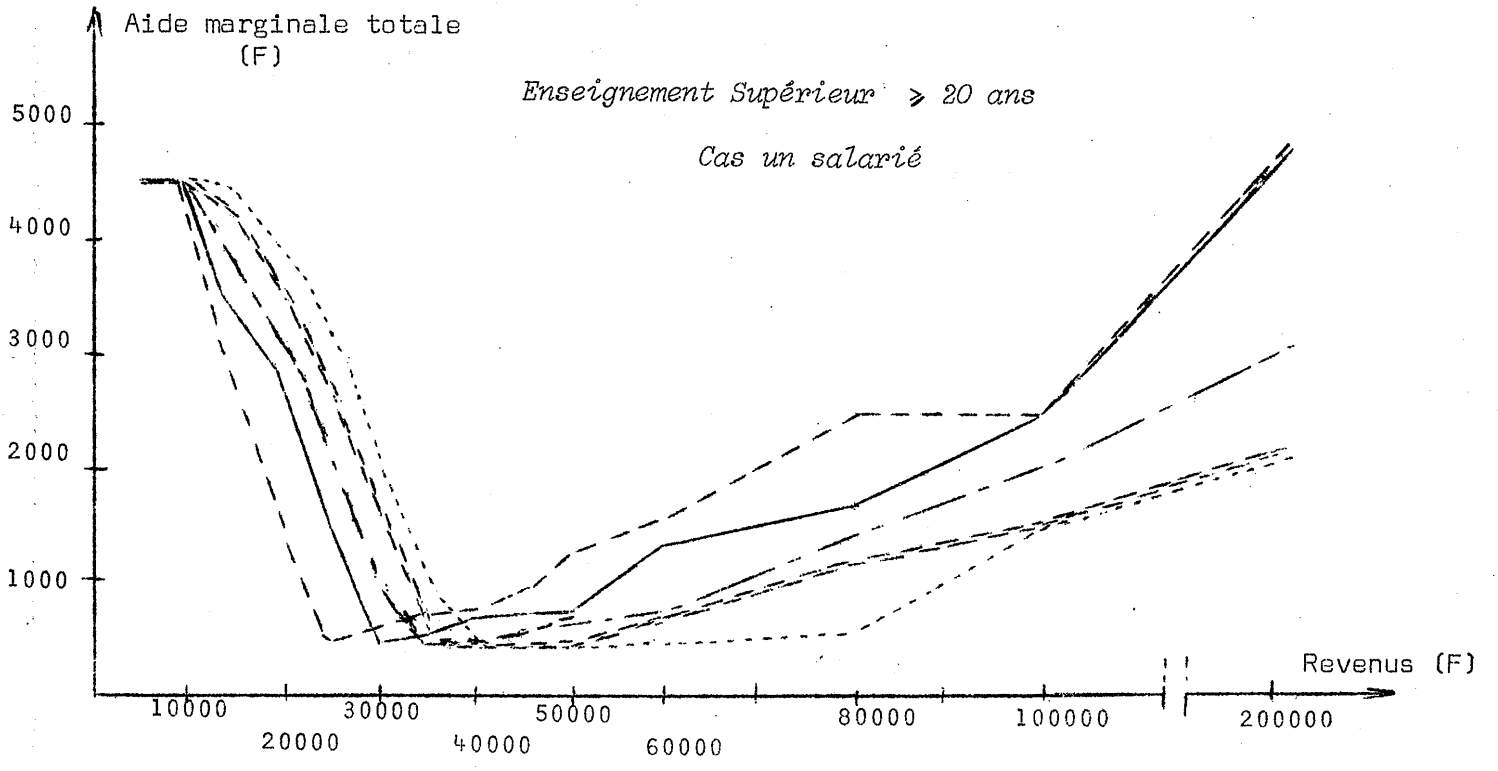
*Niveau enseignement supérieur < 20 ans*

*Cas deux salariés*




*Enseignement Supérieur ⩾ 20 ans*

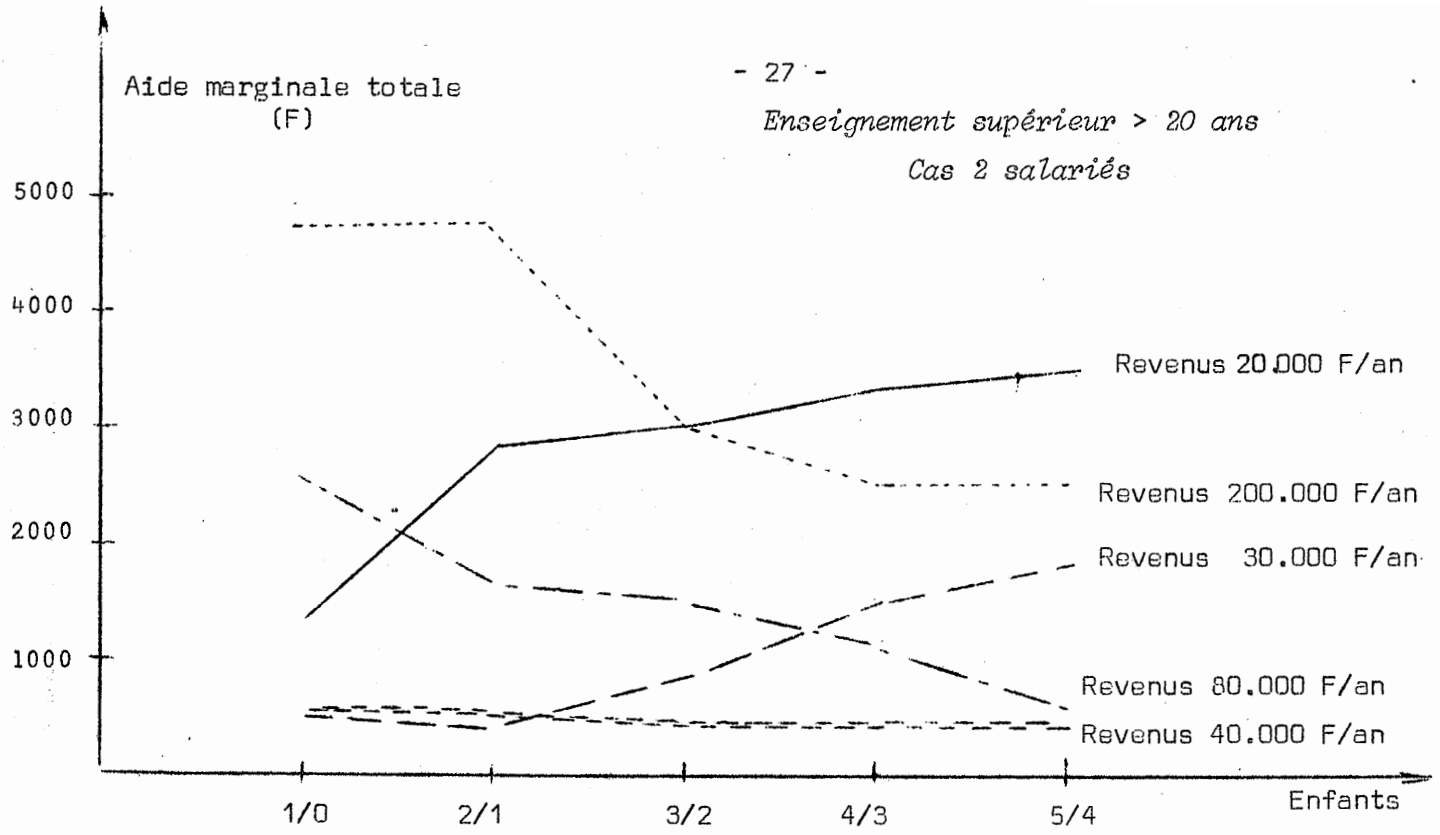
*Cas un salarié*






*Enseignement supérieur > 20 ans*

*Cas 2 salariés*




*AIDE TOTALE MARGINALE SUIVANT LA TAILLE DE LA FAMILLE POUR CINQ NIVEAUX DE REVENUS*

Les deux premiers graphiques (P.26) correspondent à l'aide marginale totale perçue par une famille en fonction de son revenu, suivant la taille de la famille. Ces deux graphiques concernent le cas où les deux parents sont salariés, mais ils se différencient en fonction de l'âge (20 ans étant la limite d'obtention des prestations familiales).

La forme générale de ces deux familles de courbes là encore, rappelle celle d'un U. Cependant, il convient de noter qu'il s'agit de calculs de simulation, c'est-à-dire que nous avons évalué quelle aurait été l'aide perçue par une famille (ayant un enfant scolarisé au niveau supérieur) en fonction de ses caractéristiques propres. Or, les taux de scolarisation dans le supérieur sont très différents suivant le revenu de la famille [1]. Par conséquent, (puisque les bas revenus consomment moins de ce service collectif), on doit s'attendre à ce que les différences soient beaucoup plus accentuées dans une optique agrégée.

A noter encore, le fait que l'aide diminue fortement au-delà de 20 ans (suppression des allocations familiales) et que l'aide marginale croît alors que la taille de la famille augmente pour les bas revenus, qu'elle est à peu près constante, à un niveau faible, pour les revenus moyens et qu'elle est décroissante pour les revenus élevés.

---

(1) 8,2 % pour la catégorie *"ouvrier"* 56,9 % pour la catégorie *"cadre supérieur"* - Source : *"Education et Egalité en France"* - J.C. EICHER, A. MINGAT - juin 1974.

Les chiffres précédents indiquent l'aide totale perçue par une famille pour la scolarisation d'un enfant. Ils doivent être rapportés aux coûts que la famille supporte. La définition et la mesure des coûts d'éducation posent quelques problèmes. Reprenons tout d'abord différents concepts de coûts et analyses, ensuite leur cohérence dans la mesure des coûts d'éducation à chacun des niveaux.

On peut considérer que les dépenses d'une famille, pour un enfant, peuvent être réparties en trois groupes [1] :

1) *les dépenses strictes d'éducation* : ce sont celles qui sont directement liées à l'acte éducatif quelle que soit leur nature (achat de livres et de fournitures, transports scolaires, habillement à usage strictement scolaire), y compris les coûts différentiels introduits par l'éducation (l'exemple le plus classique est celui des services de restauration pour lesquels la différence entre le tarif du restaurant scolaire et le coût du repas pris à la maison est comptabilisée dans ce poste).

2) *les dépenses des activités socio-culturelles* : Ce sont celles qui sont liées à des activités de développement individuel hors de l'institution scolaire (théâtre, musique, cinéma, sport, maison de jeunes ...). Les dépenses sont, par nature, très sensibles aux caractéristiques socio-économiques de la famille et aux conditions locales de l'offre de ces services.

3) *les dépenses "d'élevage"* : Ce sont toutes les autres dépenses liées aux besoins physiologiques de l'enfant en dehors de toute hypothèse éducative. Ces dépenses sont relativement variables avec le niveau de vie général de la famille.

De plus, dans la façon dont s'opèrent les choix éducatifs, et conjointement à cette classification, il convient de prendre en compte le coût du renoncement à une activité salariée. Avant seize ans, la question de ce coût d'opportunité est sans objet, du fait de l'obligation scolaire, mais après seize ans, il est clair que s'éduquer impose le renoncement à un salaire présent.

Afin d'obtenir une mesure globale cohérente du coût, il convient donc :

- Avant seize ans, de ne prendre en compte que le coût direct (indiqué : dépenses strictes d'éducation ci-dessus).

---

(1) cf Pour une définition et une mesure de ces coûts, voir (3).

- Après seize ans, de prendre en compte la somme du coût direct d'éducation et du coût du renoncement [12] (dans un cycle donné, c'est le salaire moyen perçu par les diplômés de niveau immédiatement inférieur).

Au niveau de l'enseignement supérieur, il convient, en plus, de prendre en compte le travail étudiant qui vient en déduction du manque à gagner.

Pour l'enseignement supérieur, les chiffres sur l'aide totale seront également comparés au budget de l'étudiant (c'est-à-dire, la source des dépenses effectuées par un étudiant : repas, transports, achats de livres, logement, frais de scolarité ...).

A partir des résultats de l'A.T.P. : *"Coûts et rendements de l'Education"*, confiée par le C.N.R.S. à l'IREDU et au CREDOC, et après redressements pour ramener les chiffres en 1973 [13], nous obtenons les chiffres suivants :

(F) 1973

| | Coûts dir. moyens | manque à gagner moy. | Trav.étud. moyen | TOTAL | BUDGET |
|---|---|---|---|---|---|
| . *1er cycle enseignemt secondaire <16 ans* | 480 | - | - | 480 | - |
| . *2è cycle enseignemt secondaire >16 ans* | 805 | 11.225 | - | 12.030 | - |
| . *Enseignement supérieur* | 1.750 | 16.835 | 5.160 | 13.425 | 10.000 |
| *18-19 ans* | | 18.240 | | 14.830 | |
| *20-21 ans* | | | | | |

Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, seules les familles relativement très modestes peuvent obtenir des bourses qui couvrent les dépenses strictes d'éducation.

Dans le second cycle de l'enseignement secondaire (>16 ans) l'aide est souvent très largement supérieure aux coûts stricts d'éducation mais, l'introduction du manque à gagner, entraîne un déficit important pour les familles (au moins équivalent à l'aide marginale pour les familles très aidées - très modestes ou très forts revenus - et bien supérieur pour les familles de revenu moyen -).

## CONCLUSION

Cette étude technique sur les transferts sociaux liés à l'éducation montre d'une part, la multiplicité des voies par lesquelles s'effectuent ces transferts et d'autre part, le caractère non-harmonisé de ces mesures. Une des raisons en est certainement que l'objet de ces différentes aides, outre les bourses d'enseignement, n'était pas, à l'origine, lié à l'éducation. En fait, la liaison à l'éducation vient d'une transformation au cours du temps des règlementations les régissant [1], ainsi que du fait de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans.

Dans le système global d'aide à l'enseignement, la part des bourses est relativement modeste (sauf au niveau de l'enseignement supérieur) et il faut se demander s'il ne serait pas plus simple et plus efficace, du fait de son affectation précise, de fondre ces différentes aides (du moins au-delà de la scolarité obligatoire) en un *"chèque éducation"* donné aux familles. Cette procédure devrait évidemment s'accompagner d'une politique claire en matière de qualité des bénéficiaires, et l'on s'apercevrait alors vraisemblablement qu'avec la même enveloppe financière on peut aller au-delà (parrapport à la situation actuelle) dans la volonté d'égalisation des chances d'accès à l'éducation.

---

(1) Il faut noter toutefois que, même dans le cas d'une politique familiale stricte, l'aide par la fiscalité joue en sens contraire par rapport aux prestations familiales (décroissance de l'aide avec la taille de la famille pour la fiscalité, croissance de l'aide par les prestations familiales lorsque la taille de la famille augmente).

## NOTES

(1) A. MINGAT - *"Analyse théorique de la demande d'éducation et optimisation de l'investissement éducatif"*.
Revue d'Economie Politique - n° 3 - juin 1973.

(2) Nous nous attacherons ici essentiellement à l'observation des coûts, bien que des différences notables soient également présentes au niveau des revenus. Voir pour des résultats concernant la France :
L. LEVY-GARBOUA - *Les profils âge-gains correspondant à quelques formations-type en France* - CREDOC - juin 1973.

(3) A. MINGAT, J.M. CARRE et J.J. FRIBOULET - *"Les coûts d'éducation à la charge des parents"*.
Cahier de l'IREDU - n° 8 - mars 1974.

(4) Avec éventuellement une différenciation fonction de l'âge des enfants.

(5) Une modification est susceptible d'intervenir pour l'année 1975 quant aux possibilités fiscales au-delà de 18 ou 20 ans.

(6) Nous avons retenu les coefficients de hausse suivants : 11,2 % en 1972 et 14,8 % en 1973. Ces chiffres ont été obtenus à partir des taux moyens d'augmentation dans les secteurs publics et privé pondérés par l'importance numérique relative de ces deux secteurs (1/5 pour le secteur public, 4/5 pour le secteur privé).

| *Année* | *Secteur Privé* | *Secteur public* |
|---|---|---|
| 1972 | 12,3 % | 7 % |
| 1973 | 16 % | 10 % |

- *Source* : INSEE - *Tendance de la conjoncture*

## NOTES

(1) A. MINGAT - *"Analyse théorique de la demande d'éducation et optimisation de l'investissement éducatif"*.
Revue d'Economie Politique - n° 3 - juin 1973.

(2) Nous nous attacherons ici essentiellement à l'observation des coûts, bien que des différences notables soient également présentes au niveau des revenus. Voir pour des résultats concernant la France :
L. LEVY-GARBOUA - *Les profils âge-gains correspondant à quelques formations-type en France* - CREDOC - juin 1973.

(3) A. MINGAT, J.M. CARRE et J.J. FRIBOULET - *"Les coûts d'éducation à la charge des parents"*.
Cahier de l'IREDU - n° 8 - mars 1974.

(4) Avec éventuellement une différenciation fonction de l'âge des enfants.

(5) Une modification est susceptible d'intervenir pour l'année 1975 quant aux possibilités fiscales au-delà de 18 ou 20 ans.

(6) Nous avons retenu les coefficients de hausse suivants : 11,2 % en 1972 et 14,8 % en 1973. Ces chiffres ont été obtenus à partir des taux moyens d'augmentation dans les secteurs publics et privé pondérés par l'importance numérique relative de ces deux secteurs (1/5 pour le secteur public, 4/5 pour le secteur privé).

| *Année* | *Secteur Privé* | *Secteur public* |
|---|---|---|
| 1972 | 12,3 % | 7 % |
| 1973 | 16 % | 10 % |

- *Source* : INSEE - *Tendance de la conjoncture*

(7) Il s'agit aussi ou ainsi d'une incitation nataliste.

(8) Encore que les Allocations Familiales ssurent le contrôle de la scolarité jusqu'à 16 ans.

(9) Cette limite est de 18 ans si l'enfant est sous contrat d'apprentissage et que sa rémunération d'apprenti ne dépasse pas un certain plafond. D'autre part, dans certains cas relativement très particuliers, la limite de 20 ans peut être portée à 25 ans.

(10) Avant 16 ans, les transferts Prestations Familiales et fiscalité ne sont pas liés à l'acte éducatif puisque l'alternative à l'Education n'existe pas.

(11) Nous avons conservé cette variable, au risque d'alourdir la présentation, car d'une part, elle conduit à des différences sensibles et d'autre part nous ne disposons pas d'éléments permettant d'estimer les fréquences relatives.

(12) Les autres dépenses des familles doivent être exclues, car elles sont déj· de fait incluses dans le coût d'opportunité.

(13) En ce qui concerne les revenus (coûts d'opportunité), les calculs ont été effectués en inflatant les chiffres de 70 par le coefficient moyen d'augmentation des salaires sur la période. De fait, les taux de chômage sont ceux de 1970. Les coûts pris en compte sont une moyenne toutes filières confondues et toutes catégories sociales, par niveau d'éducation.

(14) . *Le calcul des points de charge (enseignement secondaire)*

| CHARGES | Nb de points 72-73 | Nb de points 73-74 |
|---|---|---|
| . Famille avec un enfant à charge | 9 | 9 |
| . Pour le 2ème enfant à charge | 1 | 1 |
| . Pour le 3ème enfant à charge | 1 | 2 |
| . Pour chaque enfant à partir du 4ème | 2 | 2 |
| . Candidat boursier en 2ème cycle | 1 | 1 |
| . Candidat boursier accèdant au C.E.T. | 1 | 1 |
| . Candidat boursier pupille de la nation | 1 | 1 |
| . Père ou Mère élevant seul 1 ou plus. enfants | 2 | 2 |
| . Père ou mère tous deux salariés | 1 | 1 |
| . Conjoint en maladie de longue durée | 1 | 1 |
| . Enfant au foyer atteint d'une infirmité permanente hors édu. spécial. | 1 | 1 |
| . Ascendant à charge au foyer atteint de maladie grave | 1 | 1 |

(15) . *Plafond des ressources au-dessus duquel aucune bourse n'est accordée (enseignement secondaire)*

| POINTS DE CHARGE | PLAFOND 72-73 (F) | PLAFOND 73-74 (F) |
|---|---|---|
| 9 | 9360 | 9900 |
| 10 | 10400 | 11000 |
| 11 | 11440 | 12100 |
| 12 | 12480 | 13200 |
| 13 | 13520 | 14300 |
| 14 | 14560 | 15400 |
| 15 | 15600 | 16500 |
| 16 | 16640 | 17600 |
| 17 | 17680 | 18700 |
| 18 | 18720 | 19800 |
| 19 | 19760 | 20900 |
| 20 | 20800 | 22000 |
| 21 | 21840 | 23100 |
| 22 | 22880 | 24200 |

(16) *Valeur du quotient et nombre de parts de bourses*

- *Bourse de 1 er cycle* -

| NOMBRE DE PARTS | QUOTIENT FAMILIAL 72-73 (F) | QUOTIENT FAMILIAL 73-74 (F) |
|---|---|---|
| 2 | 580 < Q ≤ 1040 | 640 < Q ≤ 1100 |
| 3 | 440 < Q ≤ 580 | 500 < Q ≤ 640 |
| 4 | 280 < Q ≤ 440 | 340 < Q ≤ 500 |
| 5 | 180 < Q ≤ 280 | 240 < Q ≤ 340 |
| 6 | Q ≤ 180 | < Q ≤ 240 |

- *Bourse de 2 ème cycle* -

| NOMBRE DE PARTS | QUOTIENT FAMILIAL 72-74 (F) | QUOTIENT FAMILIAL 73-74 (F) |
|---|---|---|
| 3 | 940 < Q ≤ 1040 | 1000 < Q ≤ 1100 |
| 4 | 840 < Q ≤ 940 | 900 < Q ≤ 1000 |
| 5 | 720 < Q ≤ 840 | 780 < Q ≤ 900 |
| 6 | 620 < Q ≤ 720 | 680 < Q ≤ 780 |
| 7 | 520 < Q ≤ 620 | 580 < Q ≤ 680 |
| 8 | 380 < Q ≤ 520 | 440 < Q ≤ 580 |
| 9 | 280 < Q ≤ 380 | 340 < Q ≤ 440 |
| 10 | < Q ≤ 280 | < Q ≤ 340 |

(17) *Calcul des points de charge dans l'enseignement supérieur*

| CHARGES | NB POINTS DE CHAR. 72-73 et 73-74 |
|---|---|
| Famille avec 1 enfant à charge | 9 |
| Candidat boursier pupille de la nation | 1 |
| Candidat boursier dont le domicile est éloigné de + 30 km de la ville universitaire | 1 |
| Père/mère élevant seul un ou plus. enfants | 2 |
| Conjoint en longue maladie | 1 |
| Pour chaque enfant à partir du 2ème | 1 |
| Pour chaque enf. dans l'ens. sup. y compris le candidat boursier, pour des familles de + 2 enfants dans le supérieur | 1 |
| Enfant au foyer inf. perman. hors educ. spéc. | 1 |
| Ascendant à charge au foyer malade gravement | 1 |

(18) *Plafond des ressources au-dessus duquel aucune bourse n'est accordée (enseignement supérieur)*

| POINTS DE CHARGE | PLAFOND 72-73 (F) | PLAFOND 73-74 (F) |
|---|---|---|
| 9 | 11160 | 12060 |
| 10 | 12400 | 13400 |
| 11 | 13640 | 14740 |
| 12 | 14880 | 16080 |
| 13 | 16120 | 17420 |
| 14 | 17360 | 18760 |
| 15 | 18600 | 20100 |
| 16 | 19840 | 21440 |
| 17 | 21080 | 22780 |
| 18 | 22320 | 24120 |
| 19 | 23560 | 25460 |
| 20 | 24800 | 26800 |
| 21 | 26040 | 28140 |
| 22 | 27280 | 29480 |

(19) *Valeur du quotient familial et échelon de la bourse (enseignement supérieur)*

| ECHELON | 1972 - 1973 | | 1973 - 1974 | |
|---|---|---|---|---|
| | Quotient famil. (F) | Val. bourse (F) | Quotient famil. (F) | valeur bourse (F) |
| 1er échelon | 1150 < Q ≤ 1200 | 1665 | 1250 < Q ≤ 1340 | 1836 |
| 2ème échelon | 1000 < Q ≤ 1150 | 2223 | 1100 < Q ≤ 1250 | 2394 |
| 3ème échelon | 900 < Q ≤ 1000 | 2781 | 1000 < Q ≤ 1100 | 2952 |
| 4ème échelon | 700 < Q ≤ 900 | 3339 | 800 < Q ≤ 1000 | 3510 |
| 5ème échelon | 600 < Q ≤ 700 | 3897 | 700 < Q ≤ 800 | 4068 |
| 6ème échelon | < Q ≤ 600 | 4455 | < Q ≤ 700 | 4626 |